

Persorganen	Toegekende bedragen
Vers l'Avenir/L'Avenir du Luxembourg/Le Courrier de l'Escaut/Le Jour – Le Courrier/Le Rappel S.A. Editions de l'Avenir bld E. Melot 12 5000 Namur Rekening 000-0033120-43 Code GCOM : 5.516	294.727 €
La Nouvelle Gazette/La Province - La Meuse/La Lanterne S.A. Sud Presse Rue de Coquelet 134 5000 Namur Rekening 360-1137531-18 Code GCOM : 16536	464.125 €

Art. 3. Het bij artikel 2 bedoeld bedrag wordt aangerekend op de basisallocatie 01.01.41 van de organisatie-afdeling 25, programma 4, van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het jaar 2003.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking zodra het goedgekeurd wordt.

Art. 5. De Minister van de Audiovisuele Sector is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 april 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3166

[C – 2003/29391]

4 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, notamment les articles 8, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, 9, alinéas 1 et 3, 10, alinéa 2, 11, alinéa 1^{er}, 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 4, 13, § 1^{er} et § 2, 15, § 2, 17 et 19, alinéas 2 et 3;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 1^{er} février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 février 2003;

Vu le protocole de négociation du 31 mars 2003 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II réunis conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 27 mars 2003, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.442/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 juin 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;

2° ministre : le ministre ayant l'Enseignement fondamental ordinaire dans ses attributions;

3° institut : l'Institut de la formation en cours de carrière, visé au titre II du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

4° commission : la Commission de pilotage prévue par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

5° inspection : l'inspection visée à l'article 24, § 2, alinéa 2, 3°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

6° agers : administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

7° équipe éducative : l'ensemble des membres du personnel exerçant leur fonction dans une même école.

CHAPITRE II. — *Des modalités de publicité et d'inscription aux formations*

Art. 2. En application de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, la publicité des formations organisées au niveau macro relève de l'Institut.

L'Institut publie un catalogue reprenant la liste de toutes les formations accessibles aux membres du personnel au niveau macro.

Le catalogue de formations macro est envoyé par l'Institut à tous les établissements d'enseignement fondamental ordinaire, au plus tard le 30 juin de l'année scolaire précédant la mise en œuvre des formations.

Le catalogue de formations organisées au niveau macro est envoyé par l'Institut contre remboursement des frais de publicité et d'envoi, à toute personne, toute association ou tout organisme qui en fait la demande, dans la limite des stocks disponibles.

Il est publié sur le site internet de l'AGERS avant la fin de l'année scolaire précédant la mise en œuvre des formations.

Sauf en ce qui concerne la formation volontaire en dehors du temps de présence des élèves à l'école, les inscriptions sont transmises par l'intermédiaire du directeur ou de la directrice, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, du pouvoir organisateur ou de son délégué, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, à l'Institut, dans les délais fixés dans le catalogue.

Art. 3. En application de l'article 10, alinéa 2, du décret, la publicité des formations organisées au niveau meso relève, chacun pour ce qui le concerne, de l'Institut, des organes de représentation et de coordination, et des pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination.

Le catalogue de formations meso est envoyé par l'Institut et les organes de représentation et de coordination, chacun pour ce qui le concerne, à tous les établissements d'enseignement fondamental ordinaire, au plus tard le 30 juin de l'année scolaire précédant la mise en œuvre des formations.

L'Institut, les organes de représentation et de coordination, et les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, chacun pour ce qui le concerne, envoient, au plus tard le 30 juin pour les formations s'organisant pour l'année scolaire suivante, le catalogue de toutes les formations accessibles aux membres du personnel au niveau meso, sur support informatique à l'AGERS.

Le catalogue de formations meso est envoyé, contre remboursement des frais de publicité et d'envoi, à toute personne, toute association ou tout organisme qui en fait la demande, dans la limite des stocks disponibles.

Sauf en ce qui concerne la formation volontaire en dehors du temps de présence des élèves à l'école, les inscriptions aux formations sont transmises à l'Institut, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, par l'intermédiaire du directeur ou de la directrice.

Sauf en ce qui concerne la formation volontaire en dehors du temps de présence des élèves à l'école, les inscriptions aux formations sont transmises, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, par l'intermédiaire du pouvoir organisateur ou de son délégué à l'organe de représentation et de coordination auquel il est affilié. Lorsque le pouvoir organisateur n'est pas affilié à un organe de représentation et de coordination, il conserve les inscriptions aux formations.

Art. 4. En application de l'article 12, § 3, alinéa 4, du décret, l'organisation de la publicité des formations organisées au niveau micro relève du directeur ou de la directrice dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et du pouvoir organisateur ou de son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, pour l'établissement dans lequel la formation est présentée.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'examen des demandes de dérogation introduites par un pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination dans le cadre des formations organisées au niveau macro par l'Institut, visée à l'article 8, § 2, du décret*

Art. 5. § 1^{er}. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur visé à l'article 8, § 2, du décret :

1° indique les formations pour lesquelles il sollicite une dérogation;

2° explicite en quoi les dérogations obtenues aux socles de compétences justifieraient une organisation propre des formations visées;

3° justifie les stratégies de remplacement qu'il mettra en œuvre pour permettre à son équipe pédagogique d'être en mesure de rendre effectifs les prescrits décrets poursuivis par les formations visées.

Sous peine d'être irrecevable, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites par lettre recommandée, auprès du Gouvernement, dans un délai de quinze jours suivant l'envoi par l'Institut des offres de formations visé à l'article 52 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la Commission.

Dans un délai d'un mois, la Commission remet un avis motivé au Gouvernement sur la demande de dérogation et, plus particulièrement, sur :

1° le caractère nécessaire de l'octroi de la dérogation eu égard à la mise en œuvre du projet pédagogique propre du pouvoir organisateur;

2° le respect du § 1^{er}.

Elle transmet également cet avis au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de l'avis de la Commission pour faire valoir ses observations au Gouvernement.

§ 3. Au terme de la procédure visée au § 2, le Gouvernement prend une décision motivée sur la demande de dérogation dans un délai d'un mois et en fait part au pouvoir organisateur qui l'a introduite. A défaut, la demande de dérogation est considérée comme approuvée. La décision est également communiquée à la Commission et à l'Institut.

CHAPITRE IV. — *Du choix des opérateurs au niveau micro visé à l'article 13, § 1^{er}, du décret*

Art. 6. Dans le cadre des procédures visées à l'article 12, § 3, du décret, relatives à l'organisation des formations du niveau micro, le profil des opérateurs de formation est notamment examiné.

Le choix d'un opérateur de formation organisée au niveau micro se fait sur base d'un modèle de convention défini en annexe, sauf en ce qui concerne le pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française, qui, en application de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, s'en remet, pour l'organisation des formations au niveau micro, à l'organe de représentation et de coordination auquel il est affilié.

Les frais relatifs à l'organisation de la formation au niveau micro sont repris dans un document comptable particulier à la gestion de la subvention ou de la dotation « formation en cours de carrière », dont le modèle est rédigé et transmis aux établissements par l'administration.

CHAPITRE V. — *Des modalités relatives à l'organisation de la formation au niveau micro*

Art. 7. § 1^{er}. Dans le cadre des procédures visées à l'article 12, § 3, du décret, relatives à l'organisation des formations du niveau micro, la délégation visée à l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, est notamment examinée.

§ 2. Lorsqu'un pouvoir organisateur s'en remet, pour l'organisation des formations au niveau micro, à l'organe de représentation et de coordination auquel il est affilié, les crédits visés à l'article 21, § 1^{er}, 3^e, du décret sont directement versés à cet organe.

L'organe de représentation et de coordination auquel le pouvoir organisateur s'en remet en vertu de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, assure des formations en lien avec le plan de formation élaboré par l'équipe éducative de l'établissement concerné.

CHAPITRE VI. — *Des modalités de présentation des programmes de formation*

Art. 8. Les programmes de formation visés à l'article 11 du décret sont soumis à l'avis de la Commission au plus tard le 15 mars de l'année scolaire qui précède leur mise en œuvre.

La Commission rend son avis dans un délai d'un mois à partir de la réception des programmes. A défaut, elle est réputée avoir rendu un avis positif, pour autant que les programmes aient été transmis dans les délais précités.

Les programmes, accompagnés de l'avis de la Commission, sont transmis au Gouvernement avant le 30 avril. Le Gouvernement se prononce dans le mois qui suit la réception de ces programmes. A défaut, ceux-ci sont considérés comme approuvés, pour autant qu'ils aient été transmis dans les délais précités.

CHAPITRE VII. — *Du plan de formation élaboré par les équipes éducatives, visé à l'article 12, § 1^{er}, du décret*

Art. 9. Chaque année scolaire, avant le 15 mars, l'équipe éducative se réunit pour définir son plan de formation. La présence de l'ensemble des membres du personnel de l'équipe éducative à la réunion portant sur l'élaboration de ce plan de formation est requise. La réunion est organisée par le directeur ou la directrice dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et par le pouvoir organisateur ou de son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Art. 10. § 1^{er}. L'équipe éducative ne délibère valablement que si plus des trois-quarts des membres du personnel de l'équipe éducative sont présents.

Si l'équipe éducative délibère valablement, dans les conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, la réunion visée à l'article 8, est comptabilisée dans les périodes obligatoires de concertation de chaque membre du personnel.

Si ce quorum n'est pas atteint, le directeur ou la directrice dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, convoquent une deuxième réunion après un délai minimum de cinq jours. L'équipe éducative délibère quel que soit le nombre des membres du personnel de l'équipe éducative présents.

Cette deuxième réunion est comptabilisée dans les périodes obligatoires de concertation de chaque membre du personnel pour autant qu'elle soit organisée dans le respect des conditions fixées à l'alinéa 3.

§ 2. A défaut de consensus au sein de l'équipe éducative, le directeur ou la directrice dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, élaborent le plan de formation.

Art. 11. Le plan de formation est conservé dans l'établissement et tenu à la disposition du pouvoir organisateur.

Art. 12. Les procès-verbaux des concertations avec les organisations syndicales visées à l'article 12, § 3, du décret sont conservés dans l'établissement.

Art. 13. Lorsqu'il a été élaboré, une copie du plan de formation est remise à chaque membre du personnel de l'équipe éducative.

CHAPITRE VIII. — *Des actions de compagnonnage au niveau Micro visées à l'article 13, § 2, du décret*

Art. 14. Dans le cadre de la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, l'action en compagnonnage, telle que définie à l'article 1^{er}, 5^e, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, consiste au minimum en un demi-jour et a pour objectif la formation réciproque des membres du personnel y participant.

L'action de compagnonnage peut réunir des membres du personnel et des enseignants d'établissements ou de caractères différents, ainsi que de niveaux d'enseignements différents.

Art. 15. § 1^{er}. L'action de compagnonnage à laquelle participe un membre du personnel durant son horaire fait partie du nombre de demi-jours de formation agréée sur la base volontaire déterminé à l'article 6, alinéa 1^{er} du décret.

La participation à une action de compagnonnage d'un membre du personnel durant son horaire est soumise à l'autorisation du directeur ou de la directrice dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et du pouvoir organisateur ou de son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Dans le cadre du plan de formation élaboré par l'équipe éducative, conformément à l'article 12, § 1^{er}, du décret, une action en compagnonnage peut être reconnue comme une formation micro visée à l'article 7, § 2, 2^o, du décret pour autant qu'elle réunisse des membres du personnel d'établissements différents.

§ 2. Lorsque l'action de compagnonnage se déroule en dehors de son horaire, l'action de compagnonnage ne peut faire partie des formations obligatoires qu'aux conditions que le gouvernement définit lorsqu'il décide, en vertu de l'article 7, § 3 du décret de porter progressivement les six demi-jours de formation visés à l'article 7, § 2 du décret à dix demi-jours.

Lorsqu'un membre du personnel souhaite participer à une action de compagnonnage qui se déroule en dehors de son horaire, il en avertit par écrit le directeur ou de la directrice, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Art. 16. Chaque action de compagnonnage fait l'objet d'un rapport succinct établi par les participants. Ce rapport est tenu à la disposition du directeur ou de la directrice, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et du pouvoir organisateur ou de son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, par chaque participant.

Le modèle de ce rapport d'action de compagnonnage est établi par l'équipe éducative, lors de la réunion de l'équipe éducative, et est joint au plan de formation défini à l'article 12, § 1^{er}, du décret.

Des copies de ce modèle sont mises à la disposition des membres du personnel.

CHAPITRE IX. — *Des conditions de participation des candidats aux formations*

Art. 17. § 1^{er}. Pour pouvoir participer à une formation, les candidats visés à l'article 15, § 2, du décret doivent avoir montré leur intérêt pour un engagement dans l'enseignement, notamment par l'introduction de leur candidature à une désignation ou l'envoi d'un courrier de demande d'emploi.

En outre, les inscriptions des candidats visés à l'article 15, § 2, du décret sont :

1° limitées au nombre de places disponibles par module de formation déterminées par l'Institut pour les formations organisées au niveau macro, pour les chômeurs complets indemnisés, à la reconnaissance de la formation par l'O.N.Em.

2° conditionnées à l'accord soit de l'Institut, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, soit de l'organe de représentation et de coordination concerné ou du pouvoir organisateur s'il n'est pas affilié à un organe de représentation et de coordination, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, pour les formations organisées au niveau meso.

3° conditionnées à l'accord du directeur ou de la directrice, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et du pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, pour les formations organisées au niveau micro.

CHAPITRE X. — *Des attestations de fréquentation délivrées au terme des formations*

Art. 18. L'attestation de fréquentation visée à l'article 17 du décret, et dont le modèle se trouve en annexe, est délivrée, pour toute formation suivie à l'exception des actions de compagnonnage visées à l'article 13, § 2 du décret, sur la base des informations transmises par l'opérateur de la formation :

1° pour les formations organisées au niveau macro, par le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, ou par l'inspection de la Communauté française, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et par l'inspection cantonale, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, dans le cadre des formations dispensées en application de l'article 16, 1^o du décret organisation;

2° pour les formations organisées au niveau meso, par, soit l'Institut, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, soit l'organe de représentation et de coordination ou le pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination pour l'enseignement subventionné par la Communauté française;

3° pour les formations organisées au niveau micro :

— par, soit le directeur ou la directrice, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, soit le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française;

— par l'organe de représentation et de coordination lorsqu'en application de l'article 12, § 2, alinéa 2, du décret, le pouvoir organisateur pour les établissements subventionnés par la Communauté française s'en remet, quant à l'organisation des formations organisées au niveau micro, à l'organe de représentation et de coordination auquel il est affilié.

CHAPITRE XI. — *Des conditions relatives aux opérateurs de formation visés par l'article 19, alinéa 1^{er}, 5° et 13° à 16°, du décret*

Art. 19. En application de l'article 19, alinéa 2, du décret, la capacité technique des opérateurs visés à l'article 19, alinéa 1, 5° et 13° à 16°, du décret, est justifiée par l'une ou plusieurs des références suivantes :

1° par des titres d'études et professionnels de l'opérateur de formation ou/et des personnes qu'il emploie, et, en particulier, du ou des responsables de la formation;

2° par la liste des principales formations organisées au cours des trois dernières années, indiquant le thème et le contenu des formations, le montant, la date et leurs destinataires publics ou privés;

3° par une déclaration mentionnant le personnel, le matériel et l'équipement technique dont l'opérateur disposera pour l'exécution des formations;

4° par une description des mesures prises par l'opérateur de formation pour s'assurer de la qualité des formations dispensées.

La capacité technique de l'opérateur visé à l'article 19, alinéa 1^{er}, 5°, du décret est également justifiée par l'une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

1° jouir d'une reconnaissance nationale ou internationale dans les compétences pour lesquelles la formation est dispensée.

2° que le recours à son expérience et ses compétences soit justifié par une motivation particulière ou exceptionnelle.

3° avoir fait l'objet de publications écrites ou d'un exposé oral dans le cadre de conférence.

La capacité financière et économique des opérateurs de formation visés à l'article 19, alinéa 1, 5° et 13° à 16°, du décret, à l'exclusion des personnes physiques, est justifiée par l'une ou plusieurs des références suivantes :

1° par des déclarations bancaires appropriées;

2° par la présentation des bilans, d'extraits de bilans ou de comptes annuels;

3° par une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'organisation de formations, réalisés au cours des trois derniers exercices.

En outre, l'Institut et les organes de représentation et de coordination, chacun pour ce qui le concerne, mettent à la disposition du directeur ou de la directrice, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et du pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, à leur demande ou via un site internet, une liste des opérateurs de formation qu'ils recommandent.

CHAPITRE XII. — *Des modalités relatives aux membres du personnel qui dispensent une formation*

Art. 20. Les membres du personnel visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du décret peuvent dispenser des formations à condition, lorsque la formation a lieu durant l'horaire du membre du personnel, d'avoir obtenu l'accord, pour les membres du personnel visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, du directeur ou de la directrice pour l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, et, pour les membres du personnel du service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en éducation et du Pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 2°, de leur directeur général adjoint.

En cas de refus concernant les membres du personnel visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, la décision du directeur ou de la directrice pour l'enseignement organisé par la Communauté française et du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française fait l'objet d'une motivation formelle et est transmise au membre du personnel concerné.

Art. 21. § 1^{er}. Le remboursement des frais de déplacement des membres du personnel visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1° et 2° du décret, est fixé avec un maximum correspondant aux conditions des agents des services du Gouvernement de rang 10, pour autant que ces frais ne leur soient pas remboursés par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur en vertu d'autres dispositions.

§ 2. La rémunération des membres du personnel visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°, à l'exception des services d'inspection, qui assurent des formations durant leur horaire, est fixée à un montant maximum de 75 euros par demi-jour de formation. Ce montant est adapté au 1^{er} septembre de chaque année aux fluctuations de l'indice santé tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993. L'indice de référence est celui de septembre 2003.

§ 3. La rémunération des membres du personnel visés à l'article 19, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, qui assurent des formations en dehors de leur horaire est fixée à un montant maximum de 120 euros par demi-jour de formation. Ce montant est adapté au 1^{er} septembre de chaque année aux fluctuations de l'indice santé tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993. L'indice de référence est celui de septembre 2003.

CHAPITRE XIII. — *Des dispositions abrogatoires*

Art. 22. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 août 1991 portant délégation de compétences en matière de formation continue et de formation complémentaire pour les membres du personnel de l'enseignement fondamental, de l'enseignement spécial et des centres psycho-médico-sociaux en ce qui concerne son application à l'enseignement fondamental ordinaire;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 décembre 1991 relatif à l'organisation de la formation continuée et à la formation complémentaire des membres des personnels de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mai 1999 en ce qui concerne son application à l'enseignement fondamental ordinaire;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mai 2000 portant nomination des membres de la Commission chargée de donner des avis dans le cadre de la formation continuée et de la formation complémentaire des membres des personnels de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE XIV. — *Des dispositions transitoires*

Art. 23. A titre transitoire, pour les programmes de formation relatifs à l'année scolaire 2003-2004, les délais fixés aux articles 2, alinéas 3 et 5, 3, alinéas 2 et 3, et 8 ne sont pas d'application.

Toutefois, pour l'article 8, la Commission est tenue de rendre un avis dans le mois de la réception des programmes de formation. A défaut, son avis est réputé positif. Dès réception des programmes de formation accompagnés de l'avis de la Commission, le Gouvernement est également tenu de se prononcer dans un délai d'un mois. A défaut, les programmes de formation sont considérés comme approuvés.

Les délais sont cependant suspendus entre le 15 juillet et le 20 août 2003.

Art. 24. A titre transitoire, les missions incombant à l'Institut dans le cadre des articles 3, 17, § 2, alinéa 2 et 18, alinéa 1, 2° sont assurées par le directeur général adjoint du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française.

CHAPITRE XV. — *Des dispositions finales*

Art. 25. Le Ministre ayant l'enseignement fondamental dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 2003.

Pour le Gouvernement de la communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Annexe I^e

Convention établie dans le cadre du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement fondamental ordinaire, concernant les formations organisées au niveau micro visées à l'article 3, § 1^{er}, 3°, du décret précité

Entre, d'une part :

et, d'autre part :

Il est convenu :

Article 1^{er}. La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'organisation et de fonctionnement de la formation dispensée dans le cadre de la formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement fondamental ordinaire, organisée au niveau micro visée par l'article 3, § 1^{er}, 3°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement fondamental ordinaire.

Formation

Art. 2. L'objet de la présente convention porte sur le projet de formation suivant :

Intitulé de la formation :

Objectifs de la formation :

Contenu de la formation :

Formateur(s) (2)

Art. 3. La formation visée à l'article 2 sera assurée par le(s) formateur(s) suivant(s) (Nom, coordonnées, qualifications et n° de compte bancaire) :

Public

Art. 4. Description du public concerné :

Nombre prévu de participants :

Horaire de la formation

Art. 5. Durée prévue de la formation : du au

Horaire de la formation : en annexe.

Lieu(x) :

Coûts de la formation

Art. 6. Frais de gestion et de secrétariat : (3) (exemple : téléphone, papier, timbres, photocopies, petit matériel, brochure d'informations,...)

Formateur(s) :

Rémunérations :

Déplacements (4) :

Hébergement (5) :

Repas :

Matériel didactique :

Achat ou location de matériel didactique (livres, publications, revues, vidéo, projection, informatique,...) à l'usage exclusif de la formation :

Accueil et frais de séjour :

Frais d'accueil et de repas des membres du personnel formés :

Hébergement (6) :

Déplacements des formés :

Locaux :

Location de salle (7) :

Production des documents pédagogiques :

A l'exclusion de toute publication destinée à la vente, et avec un maximum de 100 EUR.

Total :

Disposition finale

Art. 7. La présente convention entre en vigueur le et se termine le

Signatures :

Une copie de la présente convention est communiquée, dans l'enseignement de la Communauté française au comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné à la commission paritaire locale, dans l'enseignement libre subventionné, aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au comité pour la protection du travail, ou, à défaut, aux instances de concertation locale, ou à défaut, aux délégations syndicales.

Notes :

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Si le formateur est un(e) chargé(e) de mission, les prénom, nom et matricule suffisent.

(3) Ces frais ne peuvent excéder 5 % des budgets alloués.

(4) Remboursement des frais de déplacement dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de rang 10.

(5) Uniquement pour formateur(s) étranger(s) ou pour des formations résidentielles.

(6) Uniquement pour les stages résidentiels.

(7) Uniquement si la formation n'a pas lieu sur le site propre de l'établissement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement fondamental ordinaire.

Pour le Gouvernement de la communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Annexe II

Attestation de fréquentation

Je soussigné, (nom, prénom),

Représentant (1)

Certifie que Madame – Monsieur (2) (nom, prénom)

n° de matricule

en fonction dans le(s) établissement(s) suivant(s) :

..... (nom + adresse)

en tant que (discipline(s) + niveau(x))

a suivi, en date du (des)

le module de formation (3)

organisé dans le cadre des formations visées par l'article 3, § 1^{er}, 1°, 2° et 3° (4), du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, pour un nombre de demi-jours de

Date

Signature

Notes :

(1) Indiquer soit l'Institut de la formation en cours de carrière pour les formations visées à l'article 3, § 1^{er}, 1° du décret, soit le nom de l'organe de représentation et de coordination ou du pouvoir organisateur non affilié à un organe de représentation et de coordination, pour les formations visées à l'article § 1^{er}, 2° du décret, soit le nom de l'établissement pour les établissements organisés par la Communauté française, ou du pouvoir organisateur, pour les établissements subventionnés par la Communauté française, pour les formations visées à l'article 3, § 1^{er}, 3° du décret.

(2) Biffer la mention inutile.

(3) Indiquer l'intitulé du module.

(4) Biffer les mentions inutiles.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel de l'enseignement fondamental ordinaire.

Pour le Gouvernement de la communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3166

[C — 2003/29391]

4 JULI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, inzonderheid op de artikelen 8, § 1, lid 1, en § 2, lid 2, 9, leden 1 en 3, 10, lid 2, 11, lid 1, 12, § 1, lid 1, en, § 3, lid 4, 13, § 1 en § 2, 15, § 2, 17 en 19, leden 2 en 3;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 februari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 februari 2003;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 31 maart 2002 van het Comité van sector IX en van het Comité voor plaatselijke en provinciale openbare diensten – afdeling II gezamenlijk vergaderd;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 27 maart 2003, omtrent de aanvraag om advies aan de Raad van State, te verlenen na een maximale termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies 35.442/2 van de Raad van State, gegeven op 4 juni 2003, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° decreet : het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;

2° minister : de minister tot wiens bevoegdheid het Basisonderwijs behoort;

3° Instituut : het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, bedoeld bij titel II van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

4° commissie : de Sturingscommissie bedoeld bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

5° inspectie : de inspectie bedoeld bij artikel 24, § 2, lid 2, 3°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

6° agers : algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

7° opvoedend team : alle personeelsleden die hun ambt uitoefenen in éénzelfde school.

HOOFDSTUK II. — *Nadere regels voor de publiciteit en de inschrijvingen voor de opleidingen*

Art. 2. Bij toepassing van artikel 8, § 1, lid 2, van het decreet, ressorteert de publiciteit van de opleidingen ingericht op het macroniveau onder het Instituut.

Het Instituut publiceert een catalogus waarin de lijst van alle opleidingen ter beschikking van de personeelsleden op macroniveau opgenomen zijn.

De catalogus van de macroopleidingen wordt toegezonden door het Instituut aan alle inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, ten laatste op 30 juni van het schooljaar dat voorafgaat aan de inrichting van de opleidingen.

De catalogus van de macroopleidingen wordt door het Instituut tegen terugbetaling van de publiciteits- en verzendingskosten toegezonden aan elke persoon, elke vereniging of elke instelling die het vraagt, binnen de perken van de terbeschikkingstaande exemplaren.

Hij wordt bekendgemaakt op de Internetsite van het AGERS voor het einde van het schooljaar dat voorafgaat aan de inrichting van de opleidingen.

Behoudens wat betreft de vrijwillige opleiding buiten de aanwezigheidsperiode van de leerlingen op school, worden de inschrijvingen overgezonden door bemiddeling van de directeur of directrice, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, aan het Instituut, binnen de in de catalogus bepaalde termijnen.

Art. 3. Bij toepassing van artikel 10, lid 2, van het decreet, ressorteert de publiciteit van de mesoopleidingen, ieder wat haar betreft, onder het Instituut, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, en de inrichtende machten niet aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan.

De catalogus van de mesoopleidingen wordt toegezonden door het Instituut en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, ieder wat hem betreft, aan alle inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, ten laatste op 30 juni van het schooljaar dat voorafgaat aan de inrichting van de opleidingen.

Het Instituut, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, de inrichtende machten niet aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, ieder wat hem betreft, zenden, ten laatste op 30 juni voor opleidingen ingericht voor het volgende schooljaar, de catalogus toe van alle opleidingen die toegankelijk zijn voor de personeelsleden op mesoniveau, op computerdrager van het AGERs.

Behoudens wat betreft de vrijwillige opleiding buiten de aanwezigheidsperiode van de leerlingen op school, worden de inschrijvingen voor de opleidingen overgezonden door bemiddeling van de directeur of directrice, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, aan het Instituut.

Behoudens wat betreft de vrijwillige opleiding buiten de aanwezigheidsperiode van de leerlingen op school, worden de inschrijvingen voor de opleidingen overgezonden door bemiddeling van van de inrichtende macht of haar afgevaardigde bij de vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is, voor het gesubsidieerd onderwijs van de Franse Gemeenschap. Is de inrichtende macht niet aangesloten bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, dan behoudt hij de inschrijvingen voor de opleidingen.

Art. 4. Met toepassing van artikel 12, § 3, lid 4, van het decreet, ressorteert de organisatie van de publiciteit voor de opleidingen ingericht op het macroniveau onder de directeur of de directrice, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en van de inrichtende macht of haar afgevaardigden voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor de inrichting waarin de opleiding wordt aangeboden.

HOOFDSTUK III. — *De procedure voor het onderzoek van de aanvragen tot afwijking ingediend door een inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan in het kader van de opleidingen ingericht op macroniveau door het Instituut, bedoeld bij artikel 8, § 2, van het decreet*

Art. 5. § 1. In de aanvraag om afwijking :

1° vermeldt de bij artikel 8, § 2, van het decreet bedoelde inrichtende macht de opleidingen waarvoor zij een afwijking aanvraagt;

2° licht dezelfde inrichtende macht toe hoe de bekomen afwijkingen van het referentiesysteem voor basisvaardigheden een eigen inrichting van bedoelde opleidingen zouden verantwoorden;

3° verantwoordt zij de vervangingsstrategieën die zij zal aanwenden om haar pedagogisch team toe te laten de bepalingen van de decreten voor bedoelde opleidingen concrete vorm te verlenen.

Op straffe van onontvankelijkheid, worden de aanvraag tot afwijking en haar bijlage per aangetekende brief ingediend bij de Regering, binnen een termijn van veertien dagen na het verzenden door het Instituut van de opleidingsaanbiedingen bedoeld bij artikel 52 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

§ 2. Zodra de Regering de aanvraag tot afwijking ontvangt, zendt zij die met haar bijlagen over naar de Commissie.

Binnen een termijn van één maand, overhandigt de Commissie aan de Regering een met redenen omkleed advies omtrent de aanvraag om afwijking en, in 't bijzonder, omtrent :

1° de noodzakelijkheid van de toekenning van de afwijking om het pedagogisch ontwerp eigen aan de inrichtende macht in de praktijk om te zetten;

2° de inachtneming van § 1.

Ook verzendt zij dit advies over aan de betrokken inrichtende macht. De inrichtende macht beschikt over een termijn van veertien dagen vanaf de ontvangst van het advies van de Commissie om zijn opmerkingen te laten gelden bij de Regering.

§ 3. Op het einde van de bij § 2 bedoelde procedure, neemt de Regering een met redenen omklede beslissing over de aanvraag om afwijking binnen een termijn van één maand en deelt die mede aan de inrichtende macht die erom gevraagd heeft. Bij gebrek aan dergelijke mededeling, wordt de aanvraag tot afwijking geacht goedgekeurd te zijn. De beslissing wordt ook medegedeeld aan de Commissie en aan het Instituut.

HOOFDSTUK IV. — *Het kiezen van de operators op macroniveau bedoeld bij artikel 13, § 1, van het decreet*

Art. 6. In het kader van de procedures bedoeld bij artikel 12, § 3, van het decreet, betreffende de inrichting van de opleidingen op macroniveau, wordt onder andere het opleidingsprofiel van de operators onderzocht.

De keuze van een operator voor de opleiding ingericht op macroniveau geschiedt op basis van een model van overeenkomst bepaald in bijlage, behoudens wat betreft de inrichtende macht, voor de inrichtingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die, met toepassing van artikel 12, § 2, lid 2, van het decreet, de inrichting van de opleidingen op macroniveau overlaat aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is.

De kosten met betrekking tot het inrichten van de opleiding op macroniveau worden opgenomen in een boekhoudkundig document dat specifiek is voor het beheer van de toelage of de dotatie "opleiding tijdens de loopbaan", waarvan het model opgesteld is en overgezonden aan de inrichtingen door het bestuur.

HOOFDSTUK V. — *De nadere regels betreffende de inrichting van de opleiding op microniveau*

Art. 7. § 1. In het kader van de procedures bedoeld bij artikel 12, § 3, van het decreet, betreffende de inrichting van de opleidingen op microniveau, wordt de bij artikel 12, § 2, lid 2, van het decreet bedoelde delegatie onder andere onderzocht.

§ 2. Wanneer een inrichtende macht zich, voor de inrichting van de opleidingen op microniveau, berust op het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is, worden de kredieten bedoeld bij artikel 21, § 1, 3°, van het decreet rechtstreeks aan dit orgaan gestort.

Het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarop de inrichtende macht krachtens artikel 12, § 2, lid 2, van het decreet zich berust, richt opleidingen in in verband met het opleidingsplan opgesteld door het opvoedend team van de betrokken inrichting.

HOOFDSTUK VI. — *De nadere regels voor de indiening van de opleidingsprogramma's*

Art. 8. De opleidingsprogramma's bedoeld bij artikel 11 van het decreet worden om advies aan de Commissie voorgelegd ten laatste op 15 maart van het schooljaar dat voorafgaat aan hun inrichting.

De Commissie brengt haar advies uit binnen een termijn van één maand vanaf de ontvangst van de programma's. Bij gebrek daaraan, wordt zij geacht een positief advies te hebben verleend, voor zover de programma's binnen voornoemde termijnen werden toegezonden.

De programma's, vergezeld van het advies van de Commissie, worden overgezonden aan de Regering voor 30 april. De Regering spreekt zich uit gedurende de maand die volgt op de ontvangst van deze programma's. Bij gebrek daaraan, worden deze geacht goedgekeurd te zijn, voor zover deze binnen bovenvermelde termijnen werden toegezonden.

HOOFDSTUK VII. — *Het opleidingsplan uitgewerkt door de opvoedende teams bedoeld bij artikel 12, § 1, van het decreet*

Art. 9. Om het schooljaar, voor 15 maart, vergadert het opvoedend team om zijn opleidingsplan te bepalen. De aanwezigheid van alle leden van het personeel van het opvoedend team tijdens de opleiding wordt vereist. De vergadering wordt ingericht door de directeur of de directrice voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en door de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 10. § 1. Het opvoedend team kan enkel geldig beraadslagen indien meer dan twee derde van de leden van het personeel van het opvoedend team aanwezig is.

Indien het opvoedend team geldig beraadslaagt, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld bij lid 1, wordt de vergadering bedoeld bij artikel 8 meegerekend in de verplichte periodes van overleg van ieder personeelslid.

Indien dit quorum niet bereikt is, roepen de directeur of de directrice, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, een tweede vergadering bijeen na een maximale termijn van vijf dagen. Het opvoedend team beraadslaagt wat het aantal aanwezige leden van het personeel van het opvoedend team ook zij.

Deze tweede vergadering wordt meegerekend in de verplichte periodes van overleg van ieder personeelslid voor zover deze ingericht wordt met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij lid 3.

§ 2. Bij gebrek aan een consensus binnen het opvoedend team, wordt het opleidingsplan uitgewerkt door de directeur of de directrice voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 11. Het opleidingsplan wordt bewaard in de inrichting en ter beschikking gehouden van de inrichtende macht.

Art. 12. De notulen van de overlegsessies met de vakverenigingen bedoeld bij artikel 12, § 3, van het decreet worden in de inrichting bewaard.

Art. 13. Wanneer het plan uitgewerkt is, wordt een afschrift ervan overhandigd aan elk lid van het personeel van het opvoedend team.

HOOFDSTUK VIII. — *Ontmoetingsacties op microniveau bedoeld bij artikel 13, § 2, van het decreet*

Art. 14. In het kader van de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, bedraagt de ontmoetingsactie, zoals bepaald bij artikel 1, 5°, van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het slagen in de basisscholen, minimum een halve dag en heeft tot doel de wederzijdse opleiding van de personeelsleden die eraan deelnemen.

Een ontmoetingsactie kan personeelsleden en leerkrachten uit verschillende inrichtingen of van verschillende aarden bij elkaar brengen, alsook personeelsleden vanuit verschillende niveaus onderwijs.

Art. 15. § 1. De ontmoetingsactie waaraan een personeelslid deel neemt gedurende zijn uurregeling maakt deel uit van een aantal halve dagen vrijwillige opleiding waarvan sprake bij artikel 6, lid 1 van het decreet.

De deelname aan een ontmoetingsactie van een personeelslid tijdens zijn uurregeling wordt onderworpen aan de toelating van de directeur of de directrice voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

In het kader van het opleidingsplan uitgewerkt door het opvoedend team, overeenkomstig artikel 12, § 1, van het decreet, kan een ontmoetingsactie erkend worden als een micro-opleiding bedoeld bij artikel 7, § 2, 2°, van het decreet, voor zover ze personeelsleden uit verschillende inrichtingen bij elkaar brengt.

§ 2. Wanneer de ontmoetingsactie plaatsgrijpt buiten zijn uurregeling, kan ze enkel deel uitmaken van de verplichte opleidingen mits inachtneming van de voorwaarden bepaald door de Regering wanneer deze laatste beslist, krachtens artikel 7, § 3, van het decreet geleidelijk aan de periode van zes halve dagen bedoeld bij artikel 7, § 2, van het decreet tot tien halve dagen opleiding te brengen.

Wanneer een personeelslid aan een ontmoetingsactie deel wenst te nemen die buiten zijn uurregeling plaatsvindt, verwittigt hij er de directeur of de directrice voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap schriftelijk van.

Art. 16. Iedere ontmoetingsactie geeft aanleiding tot een beknopt verslag opgesteld door de deelnemers. Dit verslag wordt door iedere deelnemer ter beschikking gehouden van de directeur of de directrice voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en van de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het model van dit verslag inzake ontmoetingsactie wordt opgesteld door het opvoedend team, tijdens de vergadering van het opvoedend team, en wordt gevoegd bij het opleidingsplan bepaald bij artikel 12, § 1, van het decreet.

Afschriften van dit model staan ter beschikking van de personeelsleden.

HOOFDSTUK IX. — *De voorwaarden voor de deelneming van de kandidaten aan de opleidingen*

Art. 17. § 1. Om aan een opleiding deel te kunnen nemen moeten de kandidaten bedoeld bij artikel 15, § 2, van het decreet hun belangstelling hebben getoond voor een actieve deelname aan het onderwijs, namelijk door de indiening van hun kandidatuur voor een aanwijzing of het zenden van een brief ter aanvraag van een job.

Bovendien, de inschrijvingen van de bij artikel 15, § 2, van het decreet bedoelde kandidaat worden :

1° Beperkt tot het aantal beschikbare plaatsen per opleidingsmodule, dat door het Instituut bepaald werd voor de op macroniveau bepaalde opleidingen, voor volledig uitkeringsgerechtigde werklozen, bij de erkenning van de opleiding door de RVA.

2° Afhankelijk gemaakt van de instemming ofwel van het Instituut, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel van het betrokken vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan of van de inrichtende macht als deze niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor de opleidingen ingericht op mesoniveau.

3° Afhankelijk gemaakt van de instemming van de directeur of de directrice, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en van de inrichtende macht, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor de opleidingen ingericht op microniveau.

HOOFDSTUK X. — *Attesten van schoolbezoek uitgereikt op het einde van de opleidingen*

Art. 18. Het attest van schoolbezoek bedoeld bij artikel 17 van het decreet, en waarvan model als bijlage, wordt uitgereikt voor elke opleiding gevolgd met uitzondering van de ontmoetingsacties bedoeld bij artikel 13, § 2 van het decreet, op basis van de informatie overgezonden door de operator van de opleiding :

1° voor de opleidingen ingericht op macroniveau, door de leidend ambtenaar van het Instituut, of door de inspectie van de Franse Gemeenschap, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en door de kantonale inspectie, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in het kader van de opleidingen verstrekt in toepassing van artikel 16, 1°, van het organisatie-decreet;

2° voor de opleidingen ingericht op het mesoniveau, door, ofwel het Instituut, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of de inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° voor de opleidingen ingericht op microniveau :

— door, ofwel de directeur of de directrice, voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, ofwel de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

— door het vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan wanneer bij toepassing van artikel 12, § 2, lid 2, van het decreet, de inrichtende macht voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichtingen zich voor de inrichting van de opleidingen georganiseerd op microniveau op het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan berust waarbij zij aangesloten is.

HOOFDSTUK XI. — *De voorwaarden betreffende de opleidingsoperatoren bedoeld bij artikel 19, lid 1, 5°, en 13° tot 16°, van het decreet*

Art. 19. Bij toepassing van artikel 19, lid 2, van het decreet, wordt de technische bekwaamheid van de operatoren bedoeld bij artikel 19, lid 1, 5° en 13° tot 16°, van het decreet, bevestigd door een van de volgende referenties :

1° door studie- of beroepsbewijzen van de opleidingsoperator of/en van de personen die hij tewerk stelt, en, meer bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de opleiding;

2° door de lijst met de voornaamste opleidingen ingericht tijdens de laatste drie jaren, met vermelding van het thema en de inhoud van de opleidingen, het bedrag, de datum en de publieke of private bestemmingen;

3° door een verklaring waarin het personeel, het materiaal en de technische uitrusting waarover de operator voor de uitvoering van de opleidingen zal beschikken, vermeld staan;

4° door een beschrijving van de maatregelen getroffen door de opleidingsoperator om de kwaliteit van de verstrekte opleidingen te controleren.

De technische bekwaamheid van de operator bedoeld bij artikel 19, lid 1, 5°, van het decreet wordt ook bewezen door een of meer van de volgende kenmerken :

1° een nationale of internationale erkenning genieten wat betreft de bekwaamheden waarvoor de opleiding verstrekt wordt.

2° het beroep op zijn ervaring en bekwaamheden wordt bewezen door een bijzondere of uitzonderlijke motivatie.

3° het voorwerp te hebben gemaakt van schriftelijke publicaties of een mondelinge voordracht in het kader van conferenties.

De geldelijke en economische bekwaamheid van de opleidingsoperatoren bedoeld bij artikel 19, lid 1, 5° en 13° tot 16°, van het decreet, met uitsluiting van de natuurlijke personen, wordt bewezen door een van de volgende referenties :

1° door relevante bankverklaringen;

2° door het voorstellen van balansen, balansuittreksels of jaarlijkse rekeningen;

3° door een verklaring met betrekking tot de globale omzet en de omzet betreffende de inrichting van de opleidingen, geboekt tijdens de laatste drie jaar.

Bovendien, stellen het Instituut en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, ieder voor zich, ter beschikking van de directeur of directrice voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, en van de inrichtende macht, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, op hun aanvraag of via een Internetsite, een lijst van de opleidingsoperatoren die zij aanbevelen.

HOOFDSTUK XII. — *Nadere regels voor de personeelsleden die een opleiding verstrekken*

Art. 20. De personeelsleden bedoeld bij artikel 19, lid 1, 1° en 2°, van het decreet mogen opleidingen verstrekken op voorwaarde dat, indien de opleiding plaatsgrijpt gedurende de uurregeling van het personeelslid, hij de instemming heeft gekregen, voor de personeelsleden bedoeld bij artikel 19, lid 1, 1° van het decreet, van de directeur of de directrice voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en van de inrichtende macht voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en voor de personeelsleden van de Algemene Dienst Pedagogische Zaken, Onderzoek inzake Onderwijs en Sturing van het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, bedoeld bij artikel 19, lid 1, 2°, van hun adjunct-directeur-generaal.

Bij weigering betreffende de personeelsleden bedoeld bij artikel 19, lid 1, 1°, van het decreet, wordt de beslissing van de directeur of de directrice voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap en van de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs van de Franse Gemeenschap formeel met redenen omkleed en overgezonden aan het betrokken personeelslid.

Art. 21. § 1. De terugbetaling van de verplaatsingskosten van de personeelsleden bedoeld bij artikel 19, lid 1, 1° en 2° van het decreet, wordt bepaald op een maximum overeenstemmend met de voorwaarden van de ambtenaren van de diensten van de Regering van rang 10, voor zover deze kosten al niet door de Regering terugbetaald worden of door de inrichtende macht krachtens andere bepalingen.

§ 2. De bezoldiging van de personeelsleden bedoeld bij artikel 19, lid 1, 1°, met uitzondering van de inspectiediensten, die opleidingen verstrekken gedurende hun uurregeling, wordt vastgesteld op een maximaal bedrag van 75 euro per halve dag opleiding. Dit bedrag wordt om het jaar op 1 september aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindex zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993. Het referentieindex is dat van september 2003.

§ 3. De bezoldiging van de personeelsleden bedoeld bij artikel 19, lid 1, 1° en 2°, die opleidingen verstrekken buiten hun uurregeling, wordt vastgesteld op een maximaal bedrag van 120 euro per halve dag opleiding. Dit bedrag wordt om het jaar op 1 september aangepast aan de schommelingen van het gezondheidsindex zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993. Het referentieindex is dat van september 2003.

HOOFDSTUK XIII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 22. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 augustus 1991 tot bevoegdheidsoverdracht inzake voortgezette opleiding en aanvullende opleiding voor de personeelsleden van het basisonderwijs, het buitengewoon onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1991 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 mei 1999 wat betreft zijn toepassing op het gewoon basisonderwijs;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 mei 2000 houdende benoeming van de leden van de Commissie belast met het uitbrengen van adviezen in het kader van de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK XIV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 23. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de opdrachten toegewezen aan het Instituut in het kader van de artikelen 3, 17, § 2, lid 2 en 18, lid 1, 2° waargenomen door de adjunct-directeur-generaal voor Pedagogische Zaken, Onderzoek inzake pedagogie en Sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK XV. — *Slotbepalingen*

Art. 24. De Minister tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 4 juli 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,
J.-M. NOLLET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3167

[C - 2003/27710]

**10 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les modalités de fonctionnement du Comité « Energie »**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 51, § 6, tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mai 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 15 mai 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;